

## **Déclaration commune des confédérations de l'industrie et des employeurs de France et d'Allemagne**

15 Mars 2016

France-Allemagne : Agir ensemble, renforcer l'Europe

Les tragédies du XXe siècle se sont enracinées dans le nationalisme, la xénophobie et les atteintes à la dignité humaine. L'Union européenne a tiré la leçon de l'histoire en apportant à nos peuples la paix, la prospérité et la sécurité.

Un des plus grands défis que l'Union a dû affronter est celui de la crise financière mondiale. En peu de temps, un fonds de secours pour les pays les plus endettés et un pacte budgétaire ont été mis en place. Très vite, un projet d'union bancaire a été engagé. Beaucoup reste à faire encore mais le pire a pu être évité grâce à une action commune, courageuse. Les Etats-membres ont ainsi échappé à l'effondrement économique et aux menaces de troubles sociaux et politiques graves.

Aujourd'hui, nous voici à nouveau confrontés à des défis gigantesques : la guerre en Syrie, le terrorisme international, les risques de déstabilisation en Méditerranée et des millions de personnes déplacées vers l'Europe.

Lors du sauvetage financier de la Grèce, l'Union européenne a montré sa cohésion. Aujourd'hui, elle semble inerte, les pays paraissant sans courage et sans solidarité. Certains s'écartent résolument des valeurs européennes fondamentales. Des partis politiques la rejettent pour tout programme. Pourtant, aucun Etat ne peut à lui seul résoudre les problèmes liés à la guerre, à la terreur et à la migration de masse. Chacun a besoin de toute la force de l'Union.

Il est plus que temps que l'Europe se retrouve, reprenne confiance et passe à l'offensive. Voilà pourquoi nous encourageons nos propres dirigeants - la chancelière Merkel et le président Hollande à prendre une initiative rapide, décisive et extraordinaire. Face aux pressions grandissantes, nous devons agir. La France et l'Allemagne demeurant les moteurs de l'intégration européenne, il est essentiel qu'ensemble nous unissions nos forces et nous mobilisions aujourd'hui pour faire avancer l'Europe.

Deux priorités s'imposent à nous. La première est de répondre à l'urgence des flux migratoires tout en refondant Schengen dont la désintégration serait aussi coûteuse économiquement que politiquement. La seconde est de poser les éléments d'une réelle convergence économique en Europe. Voilà les deux conditions indissociables de la crédibilité d'un projet qui redonne espoir aux déçus de l'Union.

D'abord, maîtriser et réduire les flux migratoires vers les pays de l'Union européenne. Il s'agit de mettre en œuvre les accords conclus avec la Turquie, tout en poursuivant les négociations avec les pays proches et en apportant une aide aux zones en tension. Ces accords permettront une meilleure gestion des flux migratoires qui ne sauraient être traités de façon unilatérale. L'Union

européenne doit doter Frontex de plus de compétences et de plus de moyens. Ces mesures contribueront à redonner confiance dans l'Union.

Des contrôles plus efficaces aux frontières extérieures de l'Union européenne permettraient d'éviter les contrôles à l'intérieur de l'espace européen. Schengen était et reste une avancée pour les citoyens européens. Une véritable liberté de circulation se traduit par la disparition de contrôles douaniers. C'est la condition préalable à la croissance et à la prospérité dans un monde global qui dépend des échanges commerciaux mondiaux.

Des contrôles effectifs aux frontières extérieures de l'Union permettront une meilleure acceptation du droit d'asile qui reste au cœur des valeurs européennes, Tous les Etats-membres sont appelés à prendre leurs responsabilités en intégrant des réfugiés. Ceux qui les rejeteraient doivent en tirer les conséquences : ils ne sauraient alors exiger le bénéfice de la solidarité européenne quand ils en ont besoin, alors même qu'ils en refuseraient les contreparties.

Il est de notre devoir de donner refuge à celles et ceux qui fuient les bombes et les persécutions. Mais ceux qui ne peuvent acquérir le statut de réfugié ne doivent pas être incités à venir en Europe et doivent être renvoyés en cas de refus de leur demande d'asile au terme d'un accord entre Européens et pays d'origine.

C'est maintenant que nous avons besoin d'une politique étrangère et de sécurité commune pour répondre aux drames et conflits qui éclatent en dehors de nos frontières. La lutte contre les causes de l'exode implique une stabilisation des régions en crise et l'aide au développement de leurs populations. Il n'y aura pas de solution durable sans l'Union européenne, ses Etats-membres et ses institutions.

La seconde priorité est de parvenir à un approfondissement de la zone euro et à une réelle convergence économique. Il est également crucial d'approfondir le marché intérieur, en particulier pour l'énergie, le numérique et pour les capitaux tout en renforçant le principe de subsidiarité. Ainsi la croissance et la prospérité bénéficieront au plus grand nombre. Ce processus de coordination et de réformes devra s'accompagner d'incitations effectives. Le renforcement des institutions de l'Union économique et monétaire va de pair avec la poursuite de réformes structurelles en profondeur dans chacun de nos Etats-membres.

Nous, confédérations de l'industrie et des employeurs de France et d'Allemagne, lançons un appel à la mobilisation pour sortir l'Europe d'une des crises les plus difficiles de son histoire. Notre prospérité, notre sécurité et notre liberté sont en jeu. Nous, Européens, avons réussi à surmonter d'immenses défis. Tous les gouvernements doivent à présent faire preuve de courage et d'une détermination sans faille. Nous appelons les autorités françaises et allemandes à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour remettre l'Europe en route. Ainsi nous surmonterons la crise actuelle. Et l'Union européenne en sortira plus forte pour le bien de ses peuples.

Pierre Gattaz  
President of MEDEF

Ulrich Grillo  
President of BDI

Ingo Kramer  
President of BDA